

Communiqué PULS (Pour une Université Libre et Solidaire)
(Mardi 16 décembre 2025)

Nous, élues et élus de la liste PULS, tenons à réaffirmer notre attachement aux principes de débat démocratique et au fonctionnement régulier des instances de l'université.

Nous condamnons sans aucune ambiguïté toute forme de violence. Néanmoins, cette condamnation ne peut servir à occulter les responsabilités politiques qui ont conduit à la situation actuelle. Les tensions observées sont aussi le symptôme d'un profond désaccord, largement partagé au sein de la communauté universitaire, avec les orientations prises par la présidence de l'université.

Nous tenons ici à rappeler que nous nous opposons fermement à la fin de l'exonération des droits d'inscription pour les personnels et pour les étudiantes/étudiants extracommunautaires, mesure injuste, socialement discriminante et contraire à la vocation universaliste de l'université publique. Cette décision, prise dans un contexte de restrictions budgétaires persistantes, contribue à fragiliser l'accès aux études, à accentuer les inégalités et à détériorer le climat universitaire. À ce titre, nous réclamons, en attendant qu'elle soit supprimée, que des mesures transitoires soient appliquées pour exonérer les étudiantes/étudiants extracommunautaires déjà inscrits dans un cycle.

Nous refusons que les contraintes budgétaires, dont les causes sont en grande partie externes à l'université, soient utilisées pour justifier des choix politiques qui remettent en cause les principes d'accueil, d'égalité et de solidarité qui fondent l'enseignement supérieur public.

Nous appelons à la réouverture d'un débat de fond, apaisé et réellement contradictoire, sur les orientations budgétaires et les choix politiques de l'université. Ce débat ne peut avoir lieu ni sous la pression ni dans la violence, mais il ne saurait non plus être éludé au nom du seul rétablissement de l'ordre institutionnel. À cet égard, nous nous opposons fermement à ce que le passage en distanciel soit la seule réponse apportée par la présidence à la contestation. Les débats doivent se tenir en présence pour permettre de véritables échanges.

C'est dans cet esprit que nous, élues et élus PULS CA/CR/CFVU, continuerons de défendre une université ouverte, accessible à toutes et tous, et politiquement responsable de ses choix.

Les élues et élus PULS.

